

revue Agone

Histoire, Politique & Sociologie

Numéros

21 | 1999

Utopies économiques

Une proposition libertaire : l'économie participative

NORMAND BAILLARGEON

p. 159-176

Résumé

L'ambition de ce modèle est la suivante : « Nous cherchons à définir une économie qui distribue de manière équitable les obligations et les bénéfices du travail social ; qui assure l'implication des membres dans les prises de décision à proportion des effets que ces décisions ont sur eux ; qui développe le potentiel humain pour la créativité, la coopération et l'empathie ; et qui utilise de manière efficiente les ressources humaines et naturelles dans ce monde que nous habitons – un monde écologique où se croisent de complexes réseaux d'effets privés et publics. En un mot : nous souhaitons une économie équitable et efficiente qui promeuve l'autogestion, la solidarité et la variété ».

Texte intégral

- 1 ROBIN HAHNEL, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE à l'université de Washington et Michael Albert, activiste américain bien connu, ont élaboré, au début des années 1990, un modèle économique qu'ils ont appelé *Participatory Economics* ou *Parecon* – ce que je propose ici de rendre par *Écopar*.
- 2 Ce très ambitieux travail est quelque peu connu aux États-Unis, du moins dans le milieu des économistes « progressistes » et dans celui des activistes de tendance libertaire. L'Écopar vise à concevoir et à rendre possible la mise en place d'institutions économiques qui permettent la réalisation de fonctions précises, assignées à de telles institutions, mais dans le respect de certaines valeurs, dont les auteurs soutiennent qu'elles sont justement celles que la gauche – plus précisément la gauche libertaire – a jugées et juge toujours fondamentales.
- 3 L'ambition de ce modèle est la suivante : « Nous cherchons à définir une

économie qui distribue de manière équitable les obligations et les bénéfices du travail social ; qui assure l'implication des membres dans les prises de décision à proportion des effets que ces décisions ont sur eux ; qui développe le potentiel humain pour la créativité, la coopération et l'empathie ; et qui utilise de manière efficiente les ressources humaines et naturelles dans ce monde que nous habitons – un monde écologique où se croisent de complexes réseaux d'effets privés et publics. En un mot : nous souhaitons une économie équitable et efficiente qui promeuve l'autogestion, la solidarité et la variété ¹ ».

- 4 Au total, l'Écopar propose un modèle économique dont sont bannis aussi bien le marché que la planification centrale (en tant qu'institutions régulant l'allocation, la production et la consommation), mais également la hiérarchie du travail et le profit. Dans une telle économie, des conseils de consommateurs et de producteurs coordonnent leurs activités au sein d'institutions qui promeuvent l'incarnation et le respect des valeurs préconisées. Pour y parvenir, l'Écopar repose encore sur la propriété publique des moyens de production ainsi que sur une procédure de planification décentralisée, démocratique et participative, par laquelle producteurs et consommateurs font des propositions d'activités et les révisent jusqu'à la détermination d'un plan dont on démontre qu'il sera à la fois équitable et efficient.

Antécédents théoriques

- 5 La démonstration faite par les auteurs a été à ce point convaincante que les débats et les discussions qui ont entouré l'Écopar ont pour l'essentiel porté sur sa désirabilité plutôt que sur sa faisabilité. Je reviendrai plus loin sur quelques-uns de ces débats. Cependant, très peu d'analyses ont été consacrées aux sources théoriques de ce modèle économique, et ses créateurs eux-mêmes n'ont pas substantiellement abordé cette question des antécédents théoriques de l'Écopar. On ne peut que souhaiter que cette lacune sera comblée, notamment parce qu'il m'apparaît plus que probable qu'une meilleure contextualisation historique et théorique ne pourra que contribuer significativement à une appréciation plus fine des enjeux et des éventuels mérites de l'Écopar.
- 6 Je pense pour ma part qu'un tel travail découvrira que l'anarchisme constitue la principale source théorique de l'économie participative.
- 7 En exergue de leur travail sans doute le plus ambitieux sur le plan théorique ², les auteurs ont placé cette remarque de Noam Chomsky : « Je veux croire que les êtres humains ont un instinct de liberté, qu'ils souhaitent véritablement avoir le contrôle de leurs affaires ; qu'ils ne veulent être ni bousculés ni opprimés, recevoir des ordres et ainsi de suite ; et qu'ils n'aspirent à rien tant que de s'engager dans des activités qui ont du sens, comme dans du travail constructif qu'ils sont en mesure de contrôler ou à tout le moins de contrôler avec d'autres. Je ne connais aucune manière de prouver tout cela. Il s'agit essentiellement d'un espoir placé dans ce que nous sommes, un espoir au nom duquel on peut penser que si les structures sociales se transforment suffisamment, ces aspects de la nature humaine auront la possibilité de se manifester. »
- 8 À n'en pas douter, un tel espoir est celui qu'ont entretenu les anarchistes et il traverse de part en part l'économie participative.

- 9 L'inspiration libertaire de l'Écopar est à la fois diffuse – entendez par là qu'elle imprègne tout le modèle – et explicite – certaines de ses caractéristiques fondamentales étant directement reprises de la tradition anarchiste. Sur ces deux plans, un bilan précis reste à dresser. Mais qui prend contact avec l'Écopar ne peut manquer de relever sa parenté intellectuelle profonde avec ce que Michael Albert appelle « les valeurs et l'esprit de Kropotkine ³ ».
- 10 Antiautoritariste ⁴ ; soucieuse de réaliser l'équité de circonstances et de ne faire dépendre les éventuelles inégalités que de variables sur lesquelles ont maîtrise des individus placés dans de telles circonstances ; défendant une conception de la liberté comme conquête sociale et historique ; opposée aussi bien au marché qu'à la planification centrale ; on découvre encore dans l'Écopar l'influence du Kropotkinede *L'Aide mutuelle : un facteur d'évolution*, qui s'opposait au réductionnisme biologique des néodarwiniens sociaux en faisant jouer un autre déterminisme biologique, celui de l'entraide et de la coopération. Albert et Hahnel écrivent : « Jusqu'à maintenant, la plupart des économistes professionnels ont convenu que la nature humaine ainsi que la technologie contemporaine interdisent *a priori* des alternatives égalitaires et participatives. Ils ont généralement soutenu qu'une production efficiente devait être hiérarchique, que seule une consommation inégalitaire pouvait fonder une motivation efficiente et que l'allocation ne pouvait être réalisée que par le marché ou la planification centrale et jamais par des procédures participatives ⁵ ». L'Écopar est un effort soutenu pour démontrer que de telles assertions sont aussi bien factuellement contestables que moralement irrecevables.
- 11 Autre influence libertaire revendiquée, celle de Bakounine, dont les auteurs s'inspirent dans leur critique des économies de planification centrale. On se rappellera ici l'important débat qui opposa Marx au Russe au sein de la I^{ère} Internationale, au terme duquel Bakounine prédisait la terrifiante montée d'une « bureaucratie rouge » dans les régimes communistes autoritaires. Albert et Hahnel prolongent cette analyse dans leur examen des économies de planification centrale, dénoncées comme étant au service de ceux qu'ils nomment les « coordonnateurs » –, intellectuels, experts, technocrates, planificateurs et autres travailleurs intellectuels qui monopolisent l'information et l'autorité dans la prise de décision. Classe intermédiaire dans le capitalisme, ces coordonnateurs ont constitué la classe dominante dans les économies du Bloc de l'Est.
- 12 Si l'héritage libertaire de l'Écopar est indéniable et lucidement assumé, à d'autres égards, le travail de Hahnel et Albert est substantiellement en rupture avec cette tradition libertaire. Ce qu'ils lui reprochent, pour l'essentiel, c'est de ne pas avoir fourni de réponses précises, crédibles et pratiquement viables aux nombreux et bien réels problèmes posés par le fonctionnement d'une économie – sur le plan de l'allocation des ressources, de la production, de la consommation. Les propositions anarchistes en économie sont ainsi, à leur yeux, très largement restées à l'état de propositions critiques et négatives : au total, on sait très bien ce que les anarchistes refusent en matière d'institutions économiques (les inégalités de statut, de revenu, de circonstance ; la propriété privée des moyens de production ; l'esclavage salarial et ainsi de suite), mais beaucoup moins ce qu'ils préconisent et les moyens de parvenir à des institutions échappant à ces critiques et incorporant les valeurs privilégiées. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici en détail cette évaluation des apports de la tradition libertaire en économie pour décider de sa validité. Rappelons

simplement que c'est du côté des conseils – telle qu'on peut trouver cette idée exposée et défendue par exemple dans la tradition des soviets, du *Guild Socialism* mais aussi chez Rosa Luxembourg et plus encore chez Anton Pannekoek – que l'Écopar trouvera son inspiration pour la conceptualisation de ses institutions économiques.

13 Une dernière remarque sur les sources de l'Écopar : après avoir pris connaissance des valeurs prônées par l'Écopar, c'est peut-être aussi au socialisme utopiste du siècle dernier, à celui de Fourier par exemple, que le lecteur francophone songera d'abord. Hahnel et Albert ont quant à eux revendiqué une filiation avec les idées d'Edward Bellamy (1850-1898), lequel est si peu connu du lectorat francophone que je souhaite en toucher un mot. Bellamy a fait paraître, en 1888, un roman intitulé *Looking Backward, 2000-1887* – dont le titre a d'ailleurs inspiré celui de l'ouvrage qui présente l'Écopar au grand public ⁶.

14 Dans ce roman, qui connut en son temps un immense succès, Bellamy imagine les États-Unis en l'an 2000. Le pays vit alors sous un régime socialiste dans lequel l'industrie est mise au service des besoins humains et où l'activité économique se réalise au sein d'institutions favorisant l'équité, la fraternité, l'entraide et la coopération. Virulente critique du capitalisme et de ses effets dévastateurs, de l'économie de marché et de ses chantres, le livre paraît alors que sont encore vives les plaies de la crise du Haymarket de Chicago et il participe de ce qui sera un des derniers moments forts des luttes ouvrières libertaires en Amérique du Nord.

Une solution intellectuellement crédible & pratiquement viable

15 Ces idées de Hahnel et Albert ont d'abord été développées dans deux volumes parus en 1991. Depuis cette date, les auteurs ont abondamment présenté leur modèle à divers auditoires et par divers moyens – articles, entretiens, conférences, cours, groupes de travail et de discussion, notamment sur Internet ; ils l'ont également défendu contre les diverses objections dont il a fait l'objet ; ils ont, enfin, mis sur pied ou contribué à mettre sur pied diverses tentatives d'implantation des principes et procédures de l'Écopar dans quelques lieux de travail qui ont souhaité fonctionner selon les principes et les valeurs que ce modèle met en avant.

16 L'économie participative se veut donc une solution intellectuellement crédible et pratiquement viable, ne tombant en particulier dans aucun des pièges de la simple et trop facile dénonciation moralisatrice à laquelle on peut concéder aux auteurs que la gauche succombe trop souvent dans ses analyses et propositions économiques. Je citerai à ce propos encore Michael Albert : « Sur le plan économique, à gauche, on arrive à dire des choses comme celles-ci : les gens dans ma société consomment beaucoup trop, c'est horrible pour telle ou telle raison – il faut donc abolir la consommation. Ou encore : les gens de ma société travaillent, il faut abolir le travail. Au lieu de reconnaître qu'il y a un certain nombre de fonctions qu'une économie doit accomplir : la question est alors de savoir comment le faire tout en respectant certaines valeurs désirables. Bien des écologistes vont dire, par exemple : "General Motors, c'est gros – donc

tout ce qui est gros est mauvais. Il faut penser petit.” Mais ce n’est pas une analyse, c’est un réflexe. C’est faux, même d’un point de vue écologique. Les gens entendent ça et rigolent en se disant qu’on va aboutir à une société où on n’aura pas assez à manger. Avec raison. Il faut faire mieux. ⁷ »

17 Il serait présomptueux de prétendre rendre compte des tenants et des aboutissants d’une telle proposition en quelques pages. C’est pourquoi le présent article se propose, plus modestement, de présenter succinctement quelques-unes des caractéristiques les plus remarquables du modèle puis de fournir les informations qui permettront d’aller plus loin à qui souhaitera en savoir plus.

Efficiency, equity, autogestion, solidarité, variété

18 Quels critères évaluatifs convient-il d’employer pour juger d’institutions économiques ? Avant de proposer leur propre modèle, Albert et Hahnel ont consacré un important travail à répondre à cette question ⁸. Au terme de leurs analyses, ils proposent un modèle dit de « préférences endogènes », qui débouche sur une substantielle reformulation des critères évaluatifs habituellement retenus pour juger des économies. Pour aller rapidement à l’essentiel, rappelons qu’ils acceptent l’optimum de Pareto comme critère de l’efficacité économique mais qu’ils le relient à une conception des sujets conçus comme agents conscients et dont les préférences et caractéristiques sont susceptibles de se développer et de se préciser avec le temps. Cette définition de l’*efficacité* est le premier critère évaluatif retenu.

19 Le deuxième est l’*équité*. La plupart des économistes retiennent également ce critère et l’Écopar convient d’emblée de ce qu’elle est une caractéristique désirable d’une économie⁹. Mais Albert et Hahnel rappelle aussi que quatre maximes distributives concurrentes, correspondant à quatre écoles de pensée également concurrentes, proposent autant de définitions de ce qui constitue l’*équité*. Les voici :

20 – maxime distributive 1 : paiement selon la contribution de la personne ainsi que celle des propriétés détenues par elle ;

21 – maxime distributive 2 : paiement selon la contribution personnelle ;

22 – maxime distributive 3 : paiement selon l’effort ;

23 – maxime distributive 4 : paiement selon le besoin.

24 La plupart des économistes, on le sait, adoptent les maximes 1 ou 2. Les anarchistes, quant à eux, ont maintes fois exprimé leur préférence pour la maxime 4. Tout en reconnaissant que c’est vers elle qu’il faut tendre, l’Écopar opte pour la maxime 3 et se construit donc, *hic et nunc*, à partir de l’idée de rémunération selon l’effort.

25 Le troisième critère évaluatif est l’*autogestion* (ce par quoi je propose de rendre ce que les auteurs nomment *self-management*). De longues analyses sont consacrées à cette propriété. Ici encore, pour aller rapidement à l’essentiel, disons simplement que les auteurs aboutissent à une définition de l’*autogestion* entendue comme le fait que la voix de chacun a de l’impact sur une décision à proportion de ce qu’il sera affecté par cette décision. Albert et Hahnel tiennent avec raison cette définition de l’*autogestion* comme un des apports les plus

originaux, novateurs et lourds d'impact de l'Écopar.

26 Le quatrième critère évaluatif est la *solidarité*, entendue comme la considération égale du bien-être des autres.

27 Le cinquième et dernier critère évaluatif est la *variété*, entendue comme diversité des *outputs*.

28 Armés de ces critères, demandons-nous ce qu'on peut penser des institutions économiques qui s'offrent à nous. Plus précisément, nous chercherons à déterminer dans quelle mesure des institutions d'allocation, de même que des institutions de production et de consommation, permettent – ou non – de s'approcher de ces valeurs désirables que nous venons de poser. Deux institutions allocatives s'offrent à notre examen : le marché ; la planification centrale.

Ni marché ni planification centrale

29 La critique du marché occupe une part importante du travail préalable accompli par les auteurs. Au terme de ce travail, ils concluent que loin d'être cette institution socialement neutre et efficiente dont on vante parfois les mérites, le marché érode inexorablement la solidarité, valorise la compétition, pénalise la coopération, ne renseigne pas adéquatement sur les coûts et les bénéfices sociaux des choix individuels (notamment par l'externalisation), suppose la hiérarchie du travail et alloue mal les ressources disponibles. Pour résumer plus simplement cette position à laquelle les auteurs parviennent, voici ce que me déclarait Michael Albert, lors d'un récent entretien : « Le marché, même à gauche, ne fait plus guère l'objet d'aucune critique, tant la propagande a réussi à convaincre tous et chacun de ses bienfaits. Je pense pour ma part que le marché est une des pires créations de l'humanité. Le marché est quelque chose dont la structure et la dynamique garantit la création d'une longue série de maux, qui vont de l'aliénation à des comportements et des attitudes antisociaux en passant par une répartition injuste des richesses. Je suis donc un abolitionniste des marchés – même si je sais bien qu'ils ne disparaîtront pas demain –, mais je le suis de la même manière que je suis un abolitionniste du racisme. »

30 La planification centrale, comme institution d'allocation, ne passe guère mieux le test que lui font subir nos cinq critères évaluatifs. Pour qu'un système d'allocation par planification centrale soit efficace, on reconnaît généralement qu'il doit satisfaire à un certain nombre de contraintes préalables. En particulier, les décideurs doivent connaître et maîtriser l'information nécessaire pour effectuer les calculs permettant l'élaboration du plan et pouvoir imposer les incitatifs qui assureront que les agents économiques accompliront leurs tâches respectives. La plupart des économistes contemporains refusent d'accorder ces préalables et conviennent avec Von Mises et les néoclassiques que l'impossibilité de les concéder en théorie signe l'impossibilité pratique des économies de planification centrale. Albert et Hahnel montrent pour leur part que, même si on accorde ces improbables prémisses, de telles économies seront toujours inacceptables du point de vue des critères évaluatifs qu'ils proposent. Si le marché détruit systématiquement la solidarité, la planification centrale détruit systématiquement l'autogestion, empêche la détermination par chacun de préférences personnelles qui prennent en compte de manière raisonnable

les conséquences sociales de ses choix. Au total, la planification centrale promeut la montée d'une classe de coordonnateurs en plus de générer de bien piètres résultats.

31 Si cette analyse est juste, ni le marché ni la planification centrale ne peuvent générer des résultats qui soient conformes aux critères évaluatifs avancés. Il faut donc inventer une nouvelle procédure d'allocation : ce que se propose justement l'Écopar.

Production, propriété, consommation

32 Qu'en est-il à présent des institutions de consommation et de production ? Cette fois encore, c'est à la lumière des critères évaluatifs mis en avant par l'Écopar qu'il convient de les jauger afin de décider si celles qui existent pourraient convenir à une économie participative.

33 La propriété privée est le premier candidat au titre d'institution de production. Dans son acception libérale, la liberté d'entreprendre et le droit de jouir sans entrave des fruits de son activité sont considérées conjointement comme étant fondamentaux – voire naturels, du moins dans les versions naturalistes du libéralisme. Cette liberté économique serait en outre au cœur des libertés politiques. Les critères évaluatifs que nous avons rappelés nous indiquent déjà que l'Écopar, optant pour une définition de la liberté économique entendue comme autogestion, refuse la propriété privée des moyens de production, qui mine à la fois cette autogestion, la solidarité et l'équité – dans la mesure où elle ne rémunère pas selon l'effort et adopte plutôt la première maxime distributive.

34 Enfin, au nom de l'équité et de la solidarité, une économie participative refusera aussi toute organisation hiérarchique du travail, fut-elle instaurée au sein de lieux de production qui seraient détenus collectivement. Reste à faire la preuve que la production peut demeurer efficiente tout en étant non-hiérarchique – nous y reviendrons.

35 Terminons par un examen des institutions de consommation. Les économies existantes ne leur consacrent que très peu d'analyses et l'acceptation de caractéristiques hiérarchiques dans la production induit l'acceptation d'une consommation inégalitaire. Une économie participative proposera donc des institutions et des relations de consommation non-hiérarchiques, permettant une participation équitable à la production.

36 Le problème de la production, tel qu'il se pose à une économie participative, est essentiellement d'assurer une démocratie participative dans les lieux de travail. Démocratie par laquelle sont exclues les relations hiérarchiques et respectées les critères évaluatifs mis de l'avant par une telle économie tout en assurant que chacun sera en mesure de prendre une part réelle et significative dans les prises de décision.

37 Cette fois encore, je suis contraint d'aller rapidement à l'essentiel, pour en arriver directement, par-delà l'argumentation qui y conduit, à l'idée de *Balanced Job Complex*, concept que je propose de rendre par « ensemble équilibré de tâches ». Il s'agit ici d'une des innovations majeures de l'Écopar.

L'ensemble équilibré de tâches

38 La proposition est au fond fort simple. Au sein des lieux de production d'une Écopar, personne n'occupe à proprement parler un emploi, du moins au sens où ce terme est entendu d'ordinaire. Chacun s'occupe plutôt d'un ensemble de tâches, lequel est comparable, du point de vue de ses avantages, de ses inconvénients ainsi que de son impact sur la capacité de son titulaire à prendre part aux décisions du conseil de travailleurs, à n'importe quel autre ensemble équilibré de tâches au sein de ce lieu de travail. De plus, tous les ensembles de tâches qui existent au sein d'une société fonctionnant selon l'Écopar seront globalement équilibrés et il arrivera même, pour ce faire, que des travailleurs aient à accomplir des tâches à l'extérieur de leur lieu de travail.

39 Les créateurs de l'Écopar consacrent beaucoup d'espace, d'énergie et d'ingéniosité à défendre cette idée, à montrer qu'il est non seulement souhaitable en théorie mais également possible et efficient en pratique de balancer de la sorte les tâches de production qui sont accomplies au sein d'une économie. Plus précisément, leur argumentaire tend à montrer que cette manière de faire est efficiente, équitable et assure le respect des valeurs préconisées – à commencer, bien évidemment, par l'autogestion, dont elle est une condition nécessaire. Deux arguments sont le plus souvent invoqués contre cette pratique. Je voudrais les rappeler ici afin de montrer comment y répondent les partisans de l'Écopar¹⁰.

40 Selon un premier argument, s'il est plausible de penser, comme incite d'ailleurs à le faire une imposante littérature, que le fait de permettre aux travailleurs d'avoir un mot à dire sur leurs tâches accroît l'efficacité du travail et sa désirabilité aux yeux de qui l'accomplit, la proposition de construire des ensembles équilibrés de tâches va bien au-delà et néglige deux éléments capitaux du problème : la rareté du talent ainsi que le coût social de la formation. Partant, cette proposition serait inefficace. Cet argument est souvent appelé celui du « chirurgien qui change les draps des lits de son hôpital » – c'est sous cette forme qu'il est d'abord apparu.

41 Certes, le talent requis pour devenir chirurgien est sans aucun doute rare et le coût social de cette formation élevé. Il y a donc bien une perte d'efficacité à demander au chirurgien qu'il fasse autre chose que des opérations chirurgicales. Cependant, il est également vrai que la plupart des gens possèdent des talents socialement utiles et dont le développement implique un coût social. Une économie efficace utilisera et développera ces talents de telle sorte que le coût social de l'accomplissement des tâches routinières et moins intéressantes dépendra peu de qui les réalise. Il ne s'ensuit donc pas des prémisses accordées que le fait pour un chirurgien de changer des draps présente un coût social global prohibitif.

42 Un autre argument couramment employé contre les ensembles équilibrés de tâches veut que la participation promue par cette procédure s'exercera au détriment de l'expertise et de la part prépondérante qui lui revient nécessairement dans la prise de décisions – en particulier si les sujets débattus sont complexes. En fait, l'Écopar ne nie aucunement le rôle de l'expertise. Mais si cette expertise est précieuse pour déterminer les conséquences des choix qui peuvent être faits, elle demeure muette quand il s'agit de déterminer quelles conséquences sont préférées et préférables. Si l'efficacité suppose que des experts soient consultés sur la détermination des conséquences prévisibles des

choix – en particulier lorsque ceux-ci sont difficiles à déterminer –, elle exige aussi que ceux qui auront à les subir fassent connaître leurs préférences.

Décisions décentralisées

- 43 Ce que de tels lieux de travail produiront sera déterminé par les demandes formulées dans des conseils de consommation. Chaque individu, famille ou unité appartient ainsi à un conseil de consommation de quartier ; chacun de ces conseils appartient à son tour à une fédération parmi d'autres, lesquelles sont réunies en structures de plus en plus englobantes et larges, jusqu'au conseil national.
- 44 Le niveau de consommation de chacun sera déterminé par la troisième maxime distributive, à savoir le paiement selon l'effort, lequel est évalué par les collègues de travail.
- 45 De même, le mécanisme d'allocation consiste en une planification participative décentralisée. Des conseils de travailleurs et des conseils de consommateurs avancent des propositions et les révisent dans le cadre de ce processus qui a fait l'objet d'un travail considérable de la part des créateurs de l'Écopar, qui ont été jusqu'à en construire un modèle formel. Ils y font notamment usage de procédures itératives, proposent des règles de convergence et montrent comment des outils de communication comme les prix, la mesure du travail ainsi que les informations qualitatives peuvent être utilisés pour parvenir à un plan efficient et démocratique. Albert et Hahnel considèrent en fait que leur « spécification de cette procédure constitue [leur] plus importante contribution au développement d'une conception et d'une pratique économique libertaire et égalitaire. ¹¹ »
- 46 Ces propositions ont été reçues, on le devine, diversement. Décidons que le moment est venu d'examiner quelques-unes des critiques qui lui ont été adressées.

Quelques critiques & des réponses

- 47 Il est remarquable de noter que bon nombre de critiques, suite à la publication des ouvrages de Hahnel et Albert, ont renoncé à arguer qu'une économie libertaire et participative était techniquement impossible pour tenter de faire plutôt la preuve qu'une telle économie n'était pas désirable. Parmi les nombreux arguments invoqués, j'en retiendrai ici trois ¹².
- 48 Selon le premier, l'Écopar fait trop peu de cas de la liberté. Ces critiques reconnaissent que, dans une Écopar, chacun serait libre d'appartenir au conseil de travailleur de son choix, qui l'acceptera, ou de former un conseil avec qui il le souhaite. Mais ils pensent néanmoins que l'Écopar sacrifie par trop la liberté personnelle à des fins moins importantes. Cet argument a reçu une formulation exemplaire chez un économiste socialiste bien connu, Tom Weisskopf, partisan d'un socialisme de marché. Selon lui, ce sur quoi s'opposeraient l'Écopar et son socialisme de marché, tous deux étant réalisables, serait au fond d'ordre éthique et philosophique. Le premier modèle permettrait l'atteinte des valeurs préconisées traditionnellement par la gauche (équité, démocratie, solidarité) tandis que le second incorporerait des valeurs « libertariennes » plus

récemment apparues comme hautement désirables : liberté de choix, vie privée, développement des talents et aptitudes personnelles. Tout en rappelant que l'Écopar incorpore des structures permettant de préserver la vie privée, qu'il promet un substantiel concept de liberté individuelle, il me semble qu'on doit convenir de situer le débat là où Weisskopf le place, à savoir sur un plan philosophique et éthique : l'Écopar conçoit bien la liberté comme un concept éminemment social et place des contraintes sur la liberté individuelle qui découlent des valeurs qu'elle préconise. Un libertarien y déplorera qu'il est impossible d'y embaucher quelqu'un, comme il eut déploré qu'on ait mit fin à la possibilité pour un être humain d'en posséder un autre, brimant par là la liberté du propriétaire d'esclaves. Mais la difficulté et le problème soulevés par Weisskopf demeurent bien réels et méritent d'être profondément médités et débattus.

49 Pat Devine a fait valoir que l'Écopar suppose qu'on consacrerait un temps beaucoup trop important à des réunions. Cet argument est beaucoup plus facile à contrer. En fait, il suffit de faire remarquer que, dans nos économies, le temps consacré à des réunions (pour l'essentiel par les élites) est déjà tellement considérable que l'Écopar ne peut que le diminuer : elle le répartira plus équitablement en assurant que chacun prenne part aux décisions qui le concernent.

50 Un dernier argument veut que l'Écopar ne soit pas en mesure de motiver les acteurs du système de manière adéquate. Il faut bien reconnaître que l'Écopar, qui adopte la maxime distributive d'une rémunération selon l'effort, exclut d'emblée l'essentiel des incitatifs matériels auxquels nous sommes habitués et cherche à maximiser le potentiel motivateur des incitatifs non matériels. Ceci dit, on peut penser que des tâches conçues par ceux qui les exécutent leur seront plus agréables que des tâches définies par un processus hiérarchique, et que le fait de savoir que chacun contribue équitablement à la production incitera à accomplir plus volontiers les tâches moins agréables d'un ensemble équilibré de tâches puisque chacun accomplira, *mutatis mutandis*, une somme similaire de tâches moins agréables. De plus, l'évaluation de l'effort consenti effectuée par les pairs constitue bien un incitatif matériel puisqu'il détermine le niveau de consommation auquel chacun a droit. Mais il reste vrai que l'Écopar valorise des incitatifs auxquels on n'a jusqu'ici accordé que peu de valeur : le respect et l'estime d'autrui, la reconnaissance sociale. Le pari de l'Écopar, raisonnable à mes yeux, est que ceux-là seront plus efficaces encore que la recherche du profit.

Penser qu'un autre monde est possible

51 Alec Nove, un économiste progressiste américain, formulait, dans les années 1980, la conclusion à laquelle, lui comme bien d'autres était arrivé : « Dans une économie industrielle complexe, les interrelations entre ses diverses composantes ne peuvent, par définition, être fondées que sur des contrats librement négociés ou sur un système contraignant d'instructions émanant de bureaux de planification. Il n'y a pas de troisième voie. »

52 La première option est, on l'aura deviné, celle du marché ; la seconde, celle

de la planification centrale. C'est ainsi que la reconnaissance de la faillite de la planification centrale a amené tant de théoriciens à penser que le marché était désormais la seule institution économique possible, les progressistes devant se contenter de le socialiser ou d'en corriger les plus criants défauts – par exemple par la propriété publique des entreprises.

53 On peut soutenir que toute l'ambition de l'Écopar est de montrer qu'il existe bien une troisième voie et que celle-ci est précisément l'avenue que les anarchistes, notamment, ont pressentie. Partant de là, l'Écopar s'efforce de prouver qu'elle est une alternative crédible et pratiquement réalisable, notamment en répondant à ces difficiles questions que ses prédécesseurs laissaient sans réponse : comment parvient-on à ces décisions qui doivent être prises ? comment des procédures démocratiques peuvent-elle générer un plan cohérent et efficient ? comment les producteurs sont-ils motivés ? et ainsi de suite...

54 Il n'est pas certain, bien entendu, que les réponses de l'Écopar à ces questions soient les bonnes, théoriquement, ni qu'elles soient viables pratiquement. Mais, au moins, il y a des réponses. Ces réponses soulèvent à leur tour de nombreuses questions et de nombreux enjeux, philosophiques, politiques, sociologiques, anthropologiques. Un des grands mérites de l'imposant travail accompli par Albert et Hahnel est, à mes yeux, de permettre de les poser, souvent d'une manière neuve. Partant, l'Écopar contribue aussi à penser qu'un autre monde est possible, ceci au moment où le fatalisme conformiste ambiant nous présente frauduleusement l'ordre des choses humaines comme étant nécessaire. Enfin, l'Écopar nous aide à préciser ce pour quoi nous luttons et à formuler des réponses à la question qu'inévitablement on pose à ceux qui luttent : « Mais en faveur de quoi êtes-vous donc ? »

55 Ces réponses sont-elles plausibles ? Ici encore, il y a amplement matière à débattre. Cet article aurait accompli ce qu'il ambitionnait de réaliser si mon lecteur, ma lectrice, avait à présent envie, sinon de prendre part à ce débat, du moins de s'y intéresser.

Bibliographie

Bibliographie

- Michael Albert & Robin Hahnel, « Participatory Planning », *Science & Society*, Spring 1992.
- Michael Albert & Robin Hahnel, « Socialism As It Was Always Meant To Be », *Review of Radical Political Economics*, vol. 24 ; n° 3 & 4, 1992.
- Michael Albert & Robin Hahnel, *The Political Economy of Participatory Economics*, Princeton : Princeton University Press, 1991.
- Michael Albert & Robin Hahnel, *Looking Forward : Participatory Economics for the Twenty First Century*, Boston : South End Press, 1991.
- Michael Albert & Robin Hahnel, *Quiet Revolution in Welfare Economics*, Princeton : Princeton University Press, 1990.
- Michael Albert & Robin Hahnel, *Marxism and Socialist Theory*, Boston : South E. P., 1981.
- Michael Albert & Robin Hahnel, *Unorthodox Marxism*, Boston : South E. P., 1978.
- Normand Baillargeon, « Michael Albert : l'autre économie », *Le Devoir*, Montréal, 16 juin 1997, p. B 1. [http ://www.smartnet.ca/users/vigile/idees/philo/baillargeonMAlbert.html](http://www.smartnet.ca/users/vigile/idees/philo/baillargeonMAlbert.html)
- Sam Bowles, « What Markets Can and Cannot Do », *Challenge*, Summer 1991.
- Pat Devine, *Democracy and Economic Planning*, Boulder : Westview Press, 1988.

Pat Devine, « Markets Socialism or Participatory Planning ? » *Review of Radical Political Economics*, vol. 24, n° 3 & 4, 1992.

Nancy Folbre, « A Roundtable on Participatory Economics, » *Z Magazine*, July/August, 1991.

Mark Hagar, Contribution to « A Roundtable on Participatory Economics, » *Z Magazine*, *ibid.*

Robin Hahnel, *The ABC of Political Economy*, Boston : South E. P., à paraître en 1999.

William M. Mandel, « Socialism : Feasibility and Reality », in *Science and Society*, vol. 57, n° 3, Fall 1993.

Alec Nove, *The Economics of Feasible Socialism Revisited*, London : Harper-Collins Academic, 1990.

David Schweickart, « Socialism, Democracy, Market, and Planning : Putting the Pieces Together », *Review of Radical Political Economics*, vol. 24, n°3-4, 1992.

David Schweickart, *Against Capitalism*, Cambridge : Cambridge U. P., 1993.

Thomas Weisskopf, « Towards a Socialism for the Future in the Wake of the Demise of the Socialism of the Past », *Review of Radical Political Economics*, vol. 24 ; n° 3 & 4, 1992.

Internetographie

Le plus simple est d'aller sur le site internet de *Z Magazine*, le mensuel animé par Michael Albert : www.zmag.org. On y trouvera une imposante sous-section consacrée à l'économie participative, directement à www.zmag.org/ParEcon/index.htm

La théorie et les pratiques de l'Écopar y sont abondamment traitées et une quantité impressionnante de liens s'y trouvent, permettant d'en connaître et d'en approfondir (presque) tous les aspects.

Sur ce même site internet, on trouvera de très nombreux forums de discussion dont trois au moins permettent de discuter spécifiquement de l'Écopar : « AskAlbert » d'abord, où l'on peut débattre avec Michael Albert ; « ParEcon » ensuite, où de nombreux intervenants débattent de l'Écopar, de ses mérites et de ses défauts ; « DoingParecon » enfin, où s'échangent réflexions et expériences avec des gens œuvrant dans des lieux de travail qui implantent certaines (voire en certains cas la plupart) des caractéristiques de l'économie participative.

Notes

1 M. Albert & R. Hahnel, *The Political Economy of Participatory Economics*, Princeton : Princeton University Press, 1991, p. 7.

2 M. Albert & R. Hahnel, « Participatory Planning », *Science and Society*, spring 1992.

3 Correspondance avec l'auteur de cet article.

4 « Toute hiérarchie demande à être légitimée. Or, un lieu de travail, dans nos sociétés n'est ni plus ni moins qu'une dictature totalitaire. Le travail est administré d'en haut, par quelques personnes ; les autres, en bas, n'ont rien à dire. Il n'y a aucune démocratie là-dedans. Rien d'autre qu'une stricte hiérarchie de pouvoir, qui est aussi une hiérarchie des circonstances sociales, des revenus, du prestige et ainsi de suite. Je pense qu'on ne peut en fournir aucune justification, que cela n'existe que pour préserver les avantages de ceux qui sont en haut. Mais il est aussi frappant de remarquer combien la gauche n'adhère à cette idée qu'en paroles – car le fait est que les organisations de gauche sont souvent elles-mêmes hiérarchiques et autoritaires. » N. Baillargeon, « Michael Albert : l'autre économie », *Le Devoir*, Montréal, 16 juin 1997, p. B1. (<http://www.smartnet.ca/users/vigile/idees/philo/baillargeonMAlbert.html>)

5 M. Albert & R. Hahnel, *op. cit.*, 1991, p. 4.

6 *Looking Forward : Participatory Economics for the Twenty First Century*, Boston : South End Press, 1991.

7 Normand Baillargeon, *ibid.*

8 M. Albert & R. Hahnel, *Quiet Revolution in Welfare Economics*, Princeton : Princeton University Press, 1990 ; Normand Baillargeon, *ibid.*

9 M. Albert & R. Hahnel, *op. cit.*, 1990.

10 Je suivrai ici l'exposé de M. Albert & R. Hahnel, *op. cit.*, 1991, p. 8 sq.

11 Je suivrai ici l'exposé de cette question offert par Robin Hahnel dans *The ABC of*

Political Economy, à paraître sous ce titre en 1999 chez South End Press, Boston.

12 Je suivrai ici la discussion proposée M. Albert & R. Hahnel, « Socialism As It Was Always Meant To Be », *Review of Radical Political Economics*, vol. 24, n° 3 & 4, 1992 .

Pour citer cet article

Référence électronique

Normand Baillargeon, « Une proposition libertaire : l'économie participative », *revue Agone* , 21 | 1999 , [En ligne], mis en ligne le 06 mai 2010. URL : <http://revueagone.revues.org/871>. Consulté le 13 avril 2011.

Auteur

Normand Baillargeon

Enseignant au département des Sciences de l'éducation et au programme de Maîtrise en muséologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Normand Baillargeon est docteur en philosophie et en sciences de l'éducation. Auteur d'une chronique hebdomadaire dans le quotidien *Le Devoir*, membre du GREM (Groupe de recherche sur l'éducation et les Musées), il a collaboré à divers ouvrages sur l'éducation.

Droits d'auteur

© Editions Agone